

Luxemburger W

für Wahrheit und Recht

-2° / 4°

Morgens



Mittags



Abends



Dienstag, den 9. Dezember 2014 – Jahrgang 166 – Nummer 286

Cinq chantiers à mener d'urgence

La Chambre de commerce appelle à des réformes structurelles sans tarder

Luxembourg. Pour éviter des ajustements précipités «de dernière minute», la Chambre de commerce a appelé le gouvernement à entamer sans tarder la préparation et l'élaboration de la réforme fiscale.

En 2015, elle l'invite non seulement à profiter de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne pour améliorer le marché européen mais aussi à entreprendre avec vigueur cinq grands chantiers: parvenir à baisser ou à maintenir le coût de production des entreprises, donner de la flexibilité au cadre réglementaire, travailler à rendre plus facile l'accès à une main-d'œuvre qualifiée, accélérer la diversification économique et développer un carnet d'adresses à l'exportation, le tout dans un cadre de politique budgétaire responsable et soutenable, y compris pour le volet de la sécurité sociale. Selon l'institution patronale, vu la marge de manœuvre budgétaire limitée, c'est la



Pour endiguer le chômage, il faudrait 5% de croissance par an.

seule manière envisageable pour éviter une période de croissance trop faible pour résorber le chômage qui, en vingt ans, a progressé de 270% alors que les emplois n'ont augmenté dans le même temps que de 90%, et pour assurer le financement «d'un modèle social coûteux».

Les entreprises broient du noir à en croire les résultats de la vingt-deuxième édition de l'enquête Eurochambres 2015, présentée à l'occasion d'une conférence de presse. Les industriels anticipent pour 2015 un climat des affaires moroses, des exportations en baisse et des prévisions d'emplois toujours en chute. La morosité touche de manière presque égale le secteur de la construction, du commerce et de l'Horeca. Seuls les services imaginent pour 2015 leur chiffre d'affaires national augmenter et le reste des indicateurs se stabiliser. (T. L.)



Börsen schließen mit moderaten Verlusten

Der Euro-Stoxx-50 sinkt um 0,90 Prozent auf 3 247,99 Punkte. Seite 76

L'effet levier du plan Juncker jugé «crédible»

Le comité de sélection des projets aura une mission cruciale. Page 75



Espirito Santo: la faillite de RioForte prononcée

Luxembourg. Par un jugement prononcé hier, le tribunal de commerce a déclaré en faillite la société Rio Forte. Après avoir demandé un placement en gestion contrôlée - lequel lui a été refusé - cette holding luxembourgeoise de l'empire financier portugais Espirito Santo a dû faire aveu de cessation de paiement. En juillet, Rio Forte s'était trouvée dans l'incapacité d'honorer une dette de 847 millions d'euros contractée auprès de Portugal Telecom. Tout le groupe financier était alors déjà en pleine déconfiture, à commencer par le bras bancaire. Les actifs toxiques avaient été conservés dans Banco Espirito Santo, devenue structure de défaisance. Une entité saine nommée Novo Banco avait parallèlement été créée pour assurer la continuité des activités. (pso)

Radio 100,7: „Fondation Patrimoniale“ liegt auf Eis

Luxembourg. Das fertige Gesetzesprojekt über die „Fondation Patrimoniale“ sei auf Eis gelegt worden. Das berichtete gestern Radio 100,7. Die Ursache sei, dass der vorgesehene Gesetzestext bereits in naher Zukunft nicht mehr konform zur geplanten Anti-Geldwäsche-Direktive sein könne. Die Europäische Union möchte darüber den Zugang zu Informationen über die Nutznießer von Gesellschaften, Stiftungen und anderen Strukturen erleichtern. Sobald die europäische Bestimmung beschlossene Sache sei, werde das luxemburgische Projekt über die „Fondation Patrimoniale“ entsprechend angepasst, sagte Berichterstatterin Joëlle Elvinger im Interview mit dem Radiosender. Wann das modifizierte Projekt votiert wird, konnte die DP-Abgeordnete noch nicht sagen.

429 millions pour les entreprises en 10 ans

Luxembourg. En réponse à une question parlementaire, le ministre de l'Économie a communiqué l'intervention financière publique dont ont pu bénéficier les entreprises luxembourgeoises ces dix dernières années. Le montant total s'élève à 429,447 millions d'euros. Les sociétés qui en ont le plus profité sont Arcelor centre logistique européen, Blas Système, CRVC, Ceratizit, Delphi, Dupont de Nemours, Euro-Composites, FTA Communication Technologies, Goodyear, Guardian, Husky, IEE, Kiowatt, Kronospan, Luxpet, Novelis, Paul Wurth, Procap Wiltz, Rotarex et Wandpark Bënzelt. Les montants attribués par entreprise ne sont pas publiés. Ceux qui dépassent 500.000 euros le seront à partir du 1er juillet 2016, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation européenne sur les aides d'Etat. En 10 ans, la RDI a touché 225,2 millions d'euros. (pso)

Perspectives économiques pour 2015 de la Chambre de commerce

Comment se réinventer?

La croissance largement insuffisante pour retrouver le niveau d'avant-crise

PAR THIERRY LABRO

Il faudra désormais cinq pour cent de croissance annuelle au Luxembourg pour espérer absorber la lente montée du chômage et maintenir le modèle social. Avec le coût du Zukunftsplan, estimé à 0,31 pour cent du PIB pour l'an prochain, la croissance devrait plutôt être de 1,9 pour cent. Mais alors comment tenter de revenir au niveau qui a précédé les crises de 2009? En suivant les recommandations que la Chambre de commerce a présentées hier matin.

En voulant, à juste titre, placer l'économie luxembourgeoise au milieu de l'échiquier mondial, la Chambre de commerce dessine une image assez compliquée à regarder d'un seul coup d'oeil. Ses perspectives mêlent aux sources d'inspiration germano-suisse les cinq grands travaux pour 2015, les impulsions nécessaires que le Luxembourg doit donner à l'occasion de sa présidence du Conseil de l'Union européenne à partir de juillet prochain et les vœux aux secteurs de l'économie luxembourgeoise.

Pour s'y retrouver, un constat: pour endiguer la spirale du chômage et maintenir le modèle social luxembourgeois, il faut atteindre une croissance de cinq pour cent chaque année: trois pour cent de croissance de l'emploi pour que le nombre de chômeurs baisse et deux pour cent de productivité supplémentaire pour que descende le bilan du coût salarial unitaire, donnée souvent négligée.

Si le PIB luxembourgeois devrait l'an prochain seulement flirter avec la barre des deux pour cent (1,9 pour cent exactement si l'on tient compte du coût du paquet d'avenir), le PIB par habitant et le revenu national brut par habitant poursuivent leur chute, ce qui obligerait selon le chef économiste de la Chambre de commerce, Marc Wagener, «à ima-



Au lieu d'ajustements précipités de «dernière minute», le gouvernement doit mener un train de réformes structurelles sans délai, a dit le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen. (PHOTO: CHRISTOPHE KARABA)

gner de nouveaux scénarios de croissance». D'autant que si le niveau d'emploi salarié est relativement stable depuis janvier 2012, la tendance du taux de chômage est plutôt à la hausse sur ces cinq dernières années. Il faut créer 10.000 emplois par an pour espérer s'en sortir. Et dans le même temps, souligne la Chambre de commerce, le rythme de l'inflation est plus élevé au Luxembourg que chez nos voisins, notamment l'Allemagne.

L'industrie broie du noir

Au Luxembourg, comme l'indique la 22^e édition de l'enquête Eurochambres auprès de 640 entreprises d'au moins dix salariés représentatives de l'économie, la fracture est consommée entre l'industrie et les services: la première croît dur comme fer en une année 2015 morose (le troisième plus mauvais résultat depuis que l'en-

quête existe), imagine très peu d'améliorations du chiffre d'affaires (13,1 pour cent), prévoit majoritairement des exportations en baisse, anticipe une perte très nette des emplois et un recul des investissements. Tous les voyants sont dans le rouge. Si le secteur des services ne se fait guère d'illusions sur l'emploi, il est moins négatif sur le climat des affaires et plus positif sur le chiffre d'affaires, sur les exportations et sur les investissements.

A la Chambre de commerce, on croit dans les fondamentaux solides de l'Allemagne, on doute des mesures prises en France, on est attaché à la paix sociale en Belgique (13 pour cent des exportations luxembourgeoises), on aimerait aller se frotter au marché américain qui connaît 19 hausses de croissance trimestrielle depuis 2009 portées par les investissements et les exportations et moins par la consommation intérieure.

En regardant la 19^e place du Luxembourg au Forum économique mondial par rapport aux première place suisse et cinquième place allemande, la Chambre de commerce esquisse dix axes: plus de souplesse dans les contrats de travail, davantage de formation continue pour une meilleure correspondance entre l'offre et la demande, davantage de formation de scientifiques et d'ingénieurs in-house, plus d'attentions pour les PME, une diversification du tissu industriel, le nation branding à la manière du «Deutschland: Land der Ideen» ou «Made in Switzerland», davantage de co-

opération entre acteurs publics et privés sur la recherche et l'innovation, une priorité mise par l'Etat sur les infrastructures, les systèmes d'éducation et de santé, l'obligation d'un niveau de compétence équivalent dans deux langues étrangères et enfin que le frein à l'endettement soit ancré dans la constitution comme c'est le cas en Suisse depuis 2000 et en Allemagne depuis 2009.

Vive le Nation branding!

On retrouve certaines de ces problématiques dans les recommandations à la présidence de l'UE, comme l'accent sur les PME, autour duquel la Chambre de commerce voudrait que le gouvernement insiste sur la diminution des barrières réglementaires et non réglementaires, un approfondissement du marché unique, l'élaboration d'une réglementation moins gourmande en charge administrative et une politique industrielle plus ambitieuse.

Et comme c'est bientôt de saison, la Chambre de commerce souhaite à l'industrie de retrouver sa vigueur en maîtrisant son rapport compétitivité-coût, à la construction de retrouver la confiance, au commerce et à l'horeca de surmonter la hausse de la TVA, aux services de ne pas dérapier avec les virages imposés du secteur financier, à la logistique d'atteindre son potentiel, aux TIC de rester un endroit privilégié malgré les changements de TVA, aux éco- et biotechnologies de poursuivre leur diversification et, enfin, au tourisme de profiter d'une véritable politique de Nation branding.

Les cinq grands travaux

- **Maîtriser les coûts de production:** prix des énergies primaires à surveiller, différentiel d'inflation vis-à-vis des voisins, évolution défavorable des CSU et SSM à juguler, automatismes réglementaires à revoir.
- **Donner de la flexibilité au cadre réglementaire:** omnibus II pour la simplification administrative, droit du travail et organisation du temps de travail à flexibiliser, incitations au travail à réformer.
- **Trouver de la main-d'oeuvre qualifiée:** revoir l'enseignement, développer la formation professionnelle,

découpler l'évolution de l'emploi et du chômage, surtout pour les jeunes sans qualifications.

- **Poursuivre la diversification de l'économie:** entre la fin du secret bancaire et l'impact du LuxLeaks, viser la montée en puissance de la substance économique et de la recherche, du développement et de l'innovation.
- **Développer un carnet d'adresses à l'exportation:** en accueillant favorablement les accords commerciaux comme le TTIP et le TISA et en approfondissant le marché intérieur (services et reconnaissance mutuelle).